

Notice de sécurité incendie  
Tribunal de Châteauroux

16/09/2025  
Affaire :  
JUS02 devis  
183

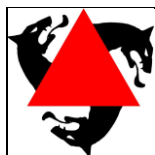
Notice de sécurité incendie du  
tribunal de Châteauroux

Tribunal de Châteauroux  
1, place Lucien Germereau  
36019 CHATEAUROUX



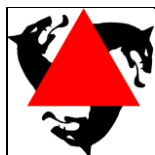
Indice	Date	État du document	Rédacteur	Visa
A	23/06/2025		L.JAYER	L.J

Le présent document comprend 10 pages, y compris celle-ci.

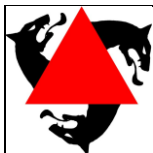


## **I. SOMMAIRE**

<b>I. SOMMAIRE .....</b>	<b>2</b>
<b>II. PREAMBULE .....</b>	<b>4</b>
II.1 Dérogation asservissements désenfumage naturel salle d'audience des assises et accueil SAUJ au SSI.....	4
<b>III. OBJET DU DOSSIER.....</b>	<b>5</b>
<b>IV. CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT .....</b>	<b>5</b>
<b>V. REGLEMENTATIONS APPLICABLES.....</b>	<b>5</b>
<b>VI. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT .....</b>	<b>5</b>
<b>VII. DESCRIPTIF DES TRAVAUX .....</b>	<b>6</b>
VII.1 Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation (GN 8) .....	6
<b>VIII.CONSTRUCTION (CO1 A CO57, L6 A L9 &amp; W3 A W7).....</b>	<b>7</b>
VIII.1.1 Conception de la distribution intérieure et desserte des bâtiments (CO1 à CO5, L6, W3, W8) .....	7
VIII.1.2 Isolation par rapport au tiers (CO6 à CO10) .....	7
VIII.1.3 Résistance au feu des structures (CO11 à CO15) .....	7
VIII.1.4 Couverture (CO16 à CO18).....	7
VIII.1.5 Façades (CO19 à CO22).....	8
VIII.1.6 Distribution intérieure (CO23 à CO26 , L6 et W3).....	8
VIII.1.7 Locaux non accessibles au public, locaux à risques ... (CO27à CO29, L8 & W4)	8
VIII.1.8 Conduits et gaines (CO30 à CO33) .....	8
VIII.1.9 Dégagements, dispositions générales (CO34 à CO42, L10 à L11) .....	8
VIII.1.10 Dégagements, sorties (CO43 à 48, L20 à L25) .....	8
VIII.1.11 Dégagement, escaliers, ascenseur (CO49 à CO56,L10 à L11, & W8)	8
VIII.2 Aménagement (AM1 à AM19 et L26 à L29) .....	9
VIII.3 Désenfumage (DF1 à DF10, L30, & W9).....	9
VIII.4 Chauffage, ventilation, ... (CH1 à CH58 et L31).....	9
VIII.5 Installations aux gaz... (GZ1 à GZ30) .....	9
VIII.6 Eclairage (EC1 à EC15, EL 4, L32 à L34, W10).....	9
VIII.7 Ascenseurs, escaliers mécaniques... (AS1 à AS11).....	9



VIII.8	Installation d'appareil de cuisson (GC1 à GC22 & O16).....	9
VIII.9	Moyens de secours (MS1 à MS75, L14 à L17, L35, W12 à W16).....	10
VIII.9.1	Service de sécurité incendie .....	10
VIII.9.2	Moyens d'extinctions .....	10
VIII.9.3	Système d'alarme .....	10
VIII.9.4	Consignes d'évacuations .....	10
VIII.9.5	Moyens d'alerte .....	10
<b>IX.</b>	<b>INTERVENTION DU BUREAU DE CONTROLE .....</b>	<b>10</b>
<b>X.</b>	<b>CALENDRIER D'EXECUTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>10</b>



## **II. PREAMBULE**

À la suite de la réception de l'avis défavorable de la Commission de Sécurité dans son procès-verbal de visite du 15 mai 2024. La Cour d'Appel de Bourges souhaite réaliser une opération d'amélioration du système de sécurité incendie de son tribunal de Châteauroux.

Cette notice descriptive de sécurité incendie vise à décrire les travaux réalisés :

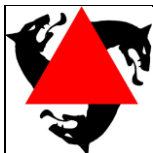
L'opération concerne des travaux d'amélioration du système de sécurité incendie du tribunal, il est prévu de :

- 1) Mettre en conformité normative la partie SDAI ;
- 2) Mise en place de détection automatique ponctuelle multicritère dans les combles pour palier au déclenchement d'alarme intempestive actuel ;
- 3) Remplacement du SMSI dans son ensemble pour s'associer au nouveau SDAI ;
- 4) Raccorder l'alimentation du SSI en amont du TGBT ;
- 5) Redescendre à 1,10 m l'ensemble des déclencheurs manuels verts de déverrouillage des issues de secours ;
- 6) Equiper les 3 salles d'audiences :
  - a. de diffuseurs sonores à message parlé ;
  - b. d'une coupure sonorisation ;
  - c. d'une remise en éclairage ;
- 7) Remplacer une porte coupe-feu DAS qui n'assure plus son pouvoir coupe-feu au RDC ;
- 8) Asservir les 5 clapets coupe-feu des archives au SSI afin d'assainir l'air de ces dernières ;
- 9) Déposer les verrous des portes des circulations latérales d'accès à la salle des pas perdus au R+1 et les maintenir en position ouverte comme porte coupe-feu automatique ;
- 10) Déplacer les dispositifs de commandes manuels, de déclenchement du désenfumage naturel dans leur cage d'escalier respective ;
- 11) Regrouper les dispositifs de commandes manuels DCM de désenfumage naturel de la salle d'audience des assises en une seule commande manuelle DCMR qui sera implantée à l'entrée de la salle et équipée d'un DAC pour être asservi à l'UCMC du CMSI du tribunal ;

### **II.1 Dérogation asservissements désenfumage naturel salle d'audience des assises et accueil SAUJ au SSI**

Le point 11 ci-dessus lèvera la demande de dérogation émise par le coordonnateur SSI Thierry CAMES le 16 mars 2018 dans son cahier des charges fonctionnelles SSI pour ne pas raccorder le désenfumage existant sur le CMSI.

Quant à cette même demande de dérogation pour ne pas raccorder le désenfumage de l'espace de l'accueil SAUJ au CMSI celle-ci n'a, ou n'a plus d'objet, sa surface est inférieure à 100 m2.



### III. OBJET DU DOSSIER

- ☐ Permis de construire
- ☐ P.C modificatif
- ☐ Déclaration de travaux
- ☒ Autorisation de travaux

### IV. CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

- Etablissement recevant du Public du 1<sup>er</sup> groupe
- 3<sup>ème</sup> Catégorie
- Type L,W
- Effectifs publics : 510 personnes
- Effectifs personnels : 90 personnes

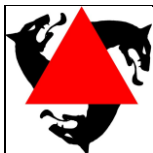
### V. REGLEMENTATIONS APPLICABLES

- Code du travail
  - Livre II - Règlementation du travail
  - Titre III - Hygiène et sécurité.
- Code de la Construction et de l'Habitation
  - Livre 1 - Disposition générales
  - Titre II - Sécurité et protection contre l'incendie.
- Circulaire du 3 mars 1975 relative aux parcs de stationnement couverts
- Arrêté du 25 juin 1980 : Portant approbation des dispositions générales du règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 21 avril 1983 modifié le 20 mai 1983 :Portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de « type W » Etablissements administratifs.
- Arrêté du 5 février 2007 modifié le 22 mars 2007 : Portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de « type L » Salles d'audiences et de réunions.

### VI. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

Le bâtiment est décomposé de la façon suivante :

- Rez-de-chaussée :
  - Des locaux archives ;
  - Des bureaux ;

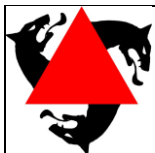


- Un local informatique qui sert de local SSI ;
- Des locaux de rangements ;
- Un local ménage/poubelles ;
- Local scellés ;
- Local pièces à convictions ;
- Un atelier ;
- Une cellule détenus ;
- Des sanitaires ;
- Une chaufferie à l'extérieur isolée du bâtiment principale ;
- Un TGBT ;
- 1<sup>er</sup> étage :
  - L'accueil SAUJ ;
  - La salle des pas perdus entrée principale ;
  - 3 salles d'audiences ;
  - des sanitaires ;
  - des bureaux ;
  - local informatique ;
  - local technique ;
- 2<sup>ème</sup> étage :
  - Des bureaux ;
  - Un office ;
  - Un local rangement ;
  - Un sanitaire ;
  - Une cuisine ;
- Combles :
  - Les combles recouvrent la surface de l'ensemble du bâtiment ;

## **VII. DESCRIPTIF DES TRAVAUX**

### **VII.1 Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation (GN 8)**

L'équipement d'alarme de type 1 est équipée de diffuseurs visuels d'alarme feu dans les sanitaires et vestiaires de l'ensemble de l'établissement.



## **VIII. CONSTRUCTION (CO1 A CO57, L6 A L9 & W3 A W7)**

### **VIII.1.1 Conception de la distribution intérieure et desserte des bâtiments (CO1 à CO5, L6, W3, W8)**

L'établissement est divisé en 3 secteurs A, B, C qui ne peuvent pas être considérés comme tel au sens de l'article CO23§3 car ils communiquent entre eux sur plusieurs niveaux. Ils sont compartimentés entre les secteurs A/C et le secteur B. Des portes de recoupements de degré EI30 ont été mis en place dans les circulations. Des travaux ont été réalisés pour isoler les locaux à risques moyens et importants. De même les combles ont été recoupés.

Au sens de l'article CO53§4, le volume d'encloisonnement de l'escalier ne doit donner accès à aucun local annexe.

Pour compenser cette disposition :

- les locaux sont isolés des escaliers par des murs de degré CF 2H munis de PCF CF 1H mode 1 (sauf ascenseur) ;
- Les escaliers sont désenfumés conforme à la réglementation ;

Pour information :

L'établissement dispose de 5 étages sur RDC dont le RDC et l'entresol sont accessibles au niveau de la rue.

- De 7 salles d'audiences ;
- De 2 niveaux de stationnement en sous-sol d'un nombre total de 128 places ;
- Un parc de stationnement de 7 places réservées aux présidents du tribunal situé au RDC ;

### **VIII.1.2 Isolation par rapport au tiers (CO6 à CO10)**

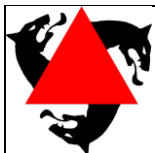
Non modifié dans le présent.

### **VIII.1.3 Résistance au feu des structures (CO11 à CO15)**

Au sens de l'article CO13 §3, les éléments principaux de structure de la toiture ne sont pas SF ½H. Des mesures compensatoires ont été prévues en conséquence en installant de la DAI dans les combles.

### **VIII.1.4 Couverture (CO16 à CO18)**

Non modifié dans le présent.



### **VIII.1.5 Façades (CO19 à CO22)**

Non modifié dans le présent.

### **VIII.1.6 Distribution intérieure (CO23 à CO26 , L6 et W3)**

Les circulations sont recoupées par des portes coupe-feu DAS EI30 mode 2 respectant l'article CO24.

Pour info :

- Une porte coupe-feu DAS EI30 mode 2 est prévue d'être remplacée au RDC, elle est cassée.

### **VIII.1.7 Locaux non accessibles au public, locaux à risques ... (CO27 à CO29, L8 & W4)**

Au sens de l'article W4§a les locaux archives sont classés à risques importants. Les dispositions sont de l'article CO28§2 relatives aux locaux à risques particuliers sont respectées.

Non modifié dans le cadre du projet

### **VIII.1.8 Conduits et gaines (CO30 à CO33)**

Pour info : Les 5 clapets coupe-feu DAS présents sur les murs de recouvrements des archives du RDC avec les circulations seront asservis au SSI en commande automatique. Ils sont actuellement fermés et ne permettent pas l'assainissement correcte de la circulation de l'air dans les archives.

### **VIII.1.9 Dégagements, dispositions générales (CO34 à CO42, L10 à L11)**

Les portes de recouvrements existantes seront maintenues asservies au SSI, la fermeture automatique sera effective sur l'ensemble du bâtiment.

### **VIII.1.10 Dégagements, sorties (CO43 à 48, L20 à L25)**

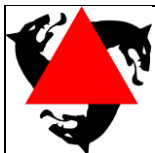
Non modifié dans le cadre du projet.

Pour info : seul les déclencheurs manuels verts de déverrouillages des issues de secours verrouillées électriquement seront descendus à 1,10m. Le déverrouillage de l'ensemble des issues de secours sur le processus d'alarme restera effectif.

### **VIII.1.11 Dégagement, escaliers, ascenseur (CO49 à CO56, L10 à L11, & W8)**

- Non modifié dans le cadre du projet





### **VIII.2 Aménagement (AM1 à AM19 et L26 à L29)**

- Non modifié dans le cadre du projet

### **VIII.3 Désenfumage (DF1 à DF10, L30, & W9)**

L'ensemble des cages d'escaliers de secours disposent d'un système de désenfumage naturelle.

Les dispositifs de commande manuel des escaliers de secours 010 au RDC et 044 au R+1 sont placés à l'extérieur de leurs cages d'escaliers. Il est prévu de les déplacer à l'intérieur de leurs cages d'escaliers respectives pour rendre conforme leur installation aux instructions techniques de l'IT246.

La salle d'audience de la cour d'assise à une surface de 141 m<sup>2</sup> et est sans ouverture sur l'extérieur au sens de l'article DF7. Son système de désenfumage naturel est conforme à l'instruction technique IT246 en matière de surface d'ouverture des amenées d'airs naturels et d'extractions naturels. Mais doit être modifié pour sa parfaite mise en conformité :

- 1) Un dispositif de commande manuelle regroupé DCMR sera mis en place à proximité de la sortie principale de la salle pour remplacer les 4 DCM existants.
- 2) Le DCMR sera équipé d'un dispositif adaptateur de commande DAC pour asservir la zone de désenfumage de la salle à une UCMC du CMSI du tribunal.

### **VIII.4 Chauffage, ventilation, ... (CH1 à CH58 et L31)**

Non modifié dans le cadre du projet.

### **VIII.5 Installations aux gaz... (GZ1 à GZ30)**

Sans objet.

### **VIII.6 Eclairage (EC1 à EC15, EL 4, L32 à L34, W10)**

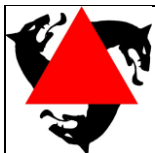
Non modifié dans le cadre du projet.

### **VIII.7 Ascenseurs, escaliers mécaniques... (AS1 à AS11)**

Non modifié dans le cadre du projet.

### **VIII.8 Installation d'appareil de cuisson (GC1 à GC22 & O16)**

Sans objet



## **VIII.9 Moyens de secours (MS1 à MS75, L14 à L17, L35, W12 à W16)**

### **VIII.9.1 Service de sécurité incendie**

Un service de sécurité incendie est assuré par 2 agents SSIAP pendant les heures d'ouverture au public.

### **VIII.9.2 Moyens d'extinctions**

- Non modifié dans le cadre du projet

### **VIII.9.3 Système d'alarme**

Il est prévu de remplacer l'ensemble du SSI de catégorie A et de son équipement d'alarme de type 1, pour entre autres améliorer la fiabilité de détection d'incendie dans les combles afin de limiter les alarmes feu intempestives.

Nous pallierons par la même occasion, aux nombreuses non-conformités que relèvent la société « Pulsar » dans le rapport d'expertise.

Le nombre de diffuseurs visuels alarme feu au sens de l'article GN8 est insuffisant dans les sanitaires, il est donc prévu dans rajouter.

Toutes les précisions complémentaires relatives au système de sécurité incendie sont indiquées dans le cahier des charges fonctionnelles annexé à ce dossier.

### **VIII.9.4 Consignes d'évacuations**

Les plans d'évacuations et d'interventions seront mis à jour dans le cadre de l'opération.

### **VIII.9.5 Moyens d'alerte**

La liaison avec les sapeurs-pompiers est réalisée par téléphone urbain conforme aux prescriptions de la MS71.

## **IX. INTERVENTION DU BUREAU DE CONTROLE**

Tous les travaux effectués dans le cadre de ce projet seront réceptionnés par un organisme agréé par le ministère de l'intérieur.

## **X. CALENDRIER D'EXECUTION DES TRAVAUX**

Les travaux débuteront dès l'acceptation du dossier par les autorités compétentes.